

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					La ligne 80 frs
Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs					Minimum 250 frs
Etranger : Port en sus					Chaque annonce répétée : moitié prix :
					Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION;
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1978

- 18 juil. — Ordonnance n° 78-28 portant ratification du premier amendement à l'accord de prêt A.I.D. n° 625-T-015 entre le Fonds d'Entraide et de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente, la République Populaire du Bénin, la République de Côte d'Ivoire, la République togolaise et les Etats-Unis d'Amérique pour la Production vivrière 1
- 24 juil. — Ordonnance n° 78-29 portant ratification d'un accord de prêt 2
- 27 juil. — Ordonnance n° 78-30 accordant l'aval de l'Etat au centre national de promotion des petites et moyennes entreprises pour un prêt auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement 2
- 27 juil. — Ordonnance n° 78-31 modifiant et complétant la loi n° 60-11 du 23 avril 1960 définissant l'emblème national, l'hymne national et la devise de la République togolaise 2

DECRETS

1978

- 24 juil. — Décret n° 78-83 fixant la composition du gouvernement 2
- 27 juil. — Décret n° 78-84 portant relèvement du taux et prélèvement des cotisations au R.P.T. sur les traitements et salaires 3

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE No 78-28 du 18 juillet 1978 portant ratification du premier amendement à l'accord de prêt AID n° 625-T-015 entre le Fond d'Entraide et de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente, la République Populaire du Bénin, la République de Côte d'Ivoire, la République togolaise et les Etats-Unis d'Amérique pour la production vivrière.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;
Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification du premier amendement à l'accord de prêt AID n° 625-T-015 entre le Fonds d'Entraide et de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente, la République Populaire du Bénin, la République de Côte d'Ivoire, la République togolaise, et les Etats-Unis d'Amérique pour la production vivrière, portant le montant du prêt de « huit millions de dollars US (8.000.000 de dollars) » à « dix millions de dollars US (10.000.000 de dollars) ».

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal Officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juillet 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE No 78-29 du 24 juillet 1978 portant ratification d'un accord de prêt.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est ratifié, l'accord de prêt d'un montant de 3.810.000 UC, signé le 24 novembre 1977 entre le gouvernement de la République togolaise et la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement des coûts en devises d'une huilerie de palmistes et de graines de coton au Togo.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal Officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 24 juillet 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE No 78-30 du 27 juillet 1978 accordant l'aval de l'Etat au centre national de promotion des petites et moyennes entreprises pour un prêt auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu la loi n° 60-29 du 5 août 1960 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 77-53 du 29 décembre 1977 constituant loi de finances pour la gestion 1978 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — L'aval de la République togolaise est accordé au centre national de promotion des petites et moyennes entreprises (CNPPME) en garantie du prêt de deux cent soixante millions (260.000.000) de

francs CFA que lui consent la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) en vue du financement partiel de l'extension du domaine industriel de Lomé et de la création du domaine industriel de Lama-Kara.

Art. 2 — La garantie ainsi donnée par la République togolaise conformément aux stipulations de l'article 7 de l'accord de prêt, obéit aux termes des conditions spéciales visées par cet article et annexée à l'accord de prêt.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal Officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 27 juillet 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE No 78-31 du 27 juillet 1978 modifiant et complétant la loi n° 60-11 du 23 avril 1960 définissant l'emblème national, l'hymne national, et la devise de la République togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 60-11 du 23 avril 1960 définissant l'emblème national, l'hymne national et la devise de la République togolaise ;

Vu la recommandation du 9 mai 1978 du second conseil national du Rassemblement du Peuple Togolais ;

Le bureau politique et le conseil des ministres entendus,

ORDONNE :

Article premier — L'article 1er de la loi susvisée n° 60-11 du 23 avril 1960 est complété par l'alinéa suivant :

Le drapeau togolais devient cumulativement emblème national du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT).

Art. 2 — L'article 3 de la loi susvisée est modifié comme suit :

La devise de la République togolaise est :
« PAIX — UNION — SOLIDARITE »

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'ETAT.

Lomé, le 27 juillet 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRETS

DECRET No 78-83 du 24 juillet 1978 fixant la composition du gouvernement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret n° 75-29 du 5 mars 1975 fixant la composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 76-148 (bis) du 6 septembre 1976 portant remaniement ministériel ;

Vu le décret n° 77-9 du 31 janvier 1977 fixant la composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 78-11 du 17 janvier 1978,

D E C R E T E :

Article premier — Le gouvernement de la République togolaise est ainsi composé, à compter du 24 juillet 1978 :

Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA

Président de la République
ministre de la défense nationale

Gachin Ayité MIVENDOR

ministre des travaux publics et des mines

Koudjolou DOGO

ministre du plan, du développement industriel
et de la réforme administrative

Samon KORTHO

ministre de l'aménagement rural

Kwaovi Benyi JOHNSON

ministre de l'information,
des postes et télécommunications

Yao GRUNITZKY

ministre des finances et de l'économie

Kpotivi Têvi Djidjogbé LACLE

ministre de l'intérieur

Lassissi Dikéni KERIM

ministre du travail et de la fonction publique

Frititi VOULE

ministre de la jeunesse, de la culture et des sports

Hodabalo BODJONA

ministre de la santé publique,
des affaires sociales et de la promotion féminine

Tosseh GNROFON

ministre du développement rural

Bibi Yao SAVI DE TOVE

garde des sceaux, ministre de la justice

Boumbera ALASSOUNOUMA

ministre de l'éducation nationale
et de la recherche scientifique

Zarifou AYEVA

ministre du commerce et des transports

Anani Kuma AKAKPO-AHIANYO

ministre des affaires étrangères et de la coopération

Mme KEKEY

secrétaire d'Etat au ministère de la santé publique,
chargée des affaires sociales
et de la promotion féminine.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 24 juillet 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 78-84 du 27 juillet 1978 portant relèvement du taux et prélèvement des cotisations au R.P.T. sur les traitements et salaires.

LE PRESIDENT-FONDATEUR DU RASSEMBLEMENT DU PEUPLE
TOGOLAIS, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 77-140 du 29 juin 1977 ;

Vu la résolution du Conseil national du R.P.T. tenu à Lomé les 8 et 9 mai 1978 ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Est autorisé le relèvement du taux des cotisations dues au Rassemblement du Peuple Togolais avec prélèvement direct sur les traitements ou salaires des citoyens togolais (fonctionnaires et agents de l'Etat, agents des collectivités secondaires et des entreprises privées et para-publiques, gens des professions libérales, artisans, etc...) sur la base des taux suivants :

1 — pour les fonctionnaires et salariés des secteurs publics, para-publics, privés, la moitié du traitement ou salaire mensuel net par an ;

2 — pour les gens des professions libérales, le taux applicable par assimilation aux traitements mensuels nets de leurs collègues fonctionnaires ayant atteint le grade indiciaire le plus élevé ;

3 — pour les revendeuses au marché ou à domicile, le taux applicable par assimilation aux traitements mensuels nets des agents de l'administration de la catégorie B ayant atteint le grade indiciaire le plus élevé ;

4 — pour les artisans (cordonniers, bijoutiers, coiffeurs, tailleurs et autres) le taux applicable par assimilation aux traitements mensuels des agents permanents de l'administration ayant atteint la catégorie la plus élevée.

Art. 2 — Le ministre des finances et de l'économie, le ministre du travail et de la fonction publique et le ministre du commerce sont chargés de l'application du présent décret qui prend effet à compter du 1er juin 1978 et qui sera publié selon la procédure d'urgence.

Lomé, le 27 juillet 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

